

"il faut favoriser une ouverture plus grande du marché" des ressources numériques (F. Robine, rectrice)

9-12 minutes

Dans les premières années du dispositif régional "Lycée 4.0", "il était important de pousser les éditeurs à proposer des ressources véritablement innovantes, qui permettent de modifier en profondeur les usages du numérique dans la classe", souligne Florence Robine, rectrice de l'académie de Nancy-Metz et de la région académique Grand Est, dans un entretien accordé en mai 2019 à AEF info. Reconnaisant que la centaine de lycées expérimentateurs ont "un peu essuyé les plâtres", elle revient sur plusieurs points de difficulté dépassés, en termes d'accessibilité aux manuels et de "culture des ENT". La généralisation prévue à la rentrée prochaine (a minima pour les classes de seconde, [lire sur AEF info](#)) pourra notamment s'appuyer sur l'échange "entre pairs" au sein de "communautés apprenantes". Ce plan doit permettre de "faire un grand bond", en engageant "une adaptation de l'enseignement".



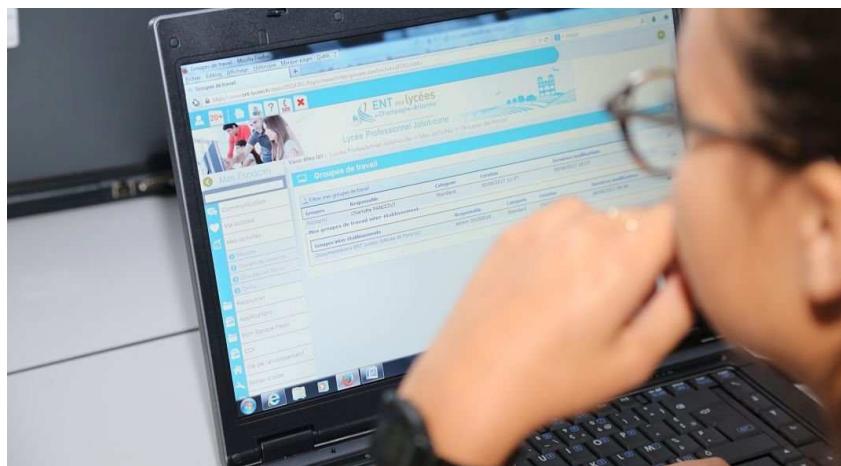
Florence Robine, rectrice de l'académie de Nancy-Metz, rectrice de région académique Grand-Est. P. Marion / AEF info

AEF info : La généralisation du "Lycée 4.0" auprès des classes de seconde a été décidée, malgré des demandes de moratoire (issus de la communauté éducative, du Cese, [lire sur AEF info](#)). Les rectorats ont-ils suivi sans hésiter ?

Florence Robine : Nous, nous accompagnons la région depuis le début. C'est une politique commune, qui consiste à faire de la région Grand Est et de la région académique Grand Est une région innovante sur la question du numérique, et du numérique éducatif en particulier. Si l'on faisait simplement de "Lycée 4.0" un plan sur les équipements et les infrastructures, nous perdriions l'essentiel. Pour nous, la question est d'avoir l'opportunité d'un accès renforcé à des ressources numériques, mais aussi de permettre une adaptation de l'enseignement.

Cette année, il y a clairement une accélération, qui est due à la réforme du lycée et à la réforme des programmes qui va avec. Il nous semblait important que cette modification majeure des contenus soit accompagnée par le numérique. Je pense en particulier au nouvel enseignement de tronc commun de classe de seconde générale et technologique "sciences numériques et technologie".

Nous sommes aussi dans un contexte où la région Grand Est a décidé de faire un effort substantiel en termes d'équipement des élèves ([lire sur AEF info](#)). Il s'agit donc de profiter des synergies déjà développées entre nous, pour faire un grand bond en avant. Et puis, nous montons en capacité d'accompagnement, en particulier de la part de la région qui mettra de nouveaux personnels à disposition sur les aspects techniques et matériels en passant à 98 chargés de maintenance informatique. Cela permettra aux services du numérique du rectorat de se recentrer sur les missions d'accompagnement pédagogique, qui sont essentielles et dans la lignée de la réforme du lycée.



Au lycée Joliot-Curie de Reims.

| P. Bodez/Région Grand Est

AEF info : Dans les deux premières années de déploiement, quels points de difficulté avez-vous rencontrés ?

Florence Robine : Un point complexe auquel nous nous sommes heurtés dès le départ a été celui de l'accessibilité aux manuels numériques. Nous avons dû engager un travail, avec le ministère de l'Éducation nationale et avec les éditeurs, pour fiabiliser et rendre plus robuste cette accessibilité. Concrètement, il était indispensable de protéger les données personnelles des élèves, donc de passer par le GAR (le "Gestionnaire d'accès aux ressources", [lire sur AEF info](#)), ce qui a demandé un développement concomitant du dispositif local et de l'outil national. Et les éditeurs, souvent, ont dû adapter leurs propres technologies. Nous avons un peu essuyé les plâtres, mais aussi fait de grands progrès qui bénéficieront à l'ensemble de la communauté nationale.

Autre élément majeur, il était absolument nécessaire pour les équipes pédagogiques d'avoir une culture suffisante des ENT. Il y avait en effet des degrés d'appropriation variables sur le territoire. À certains endroits, il était très utilisé, mais principalement pour les outils de vie scolaire : notes, absences, etc. Or, tout passe par l'ENT, et il faut donc être capable d'en faire un outil de dialogue pédagogique avec les élèves. Ce point a été travaillé avec nos équipes.

AEF info : D'ailleurs, les dernières "JANE" (Journées académiques du numérique éducatif, (1)) ont été l'occasion de présenter et faire vivre les "communautés apprenantes". De quoi s'agit-il ?

Florence Robine : Cet élément, fondamental, a été mis au centre du plan académique de formation cette année. Car, si nos équipes de formation académiques sont mobilisées pour accompagner les établissements, nous sommes aussi convaincus de la nécessité d'un apprentissage entre pairs, d'une forme de compagnonnage.

Des échanges de pratiques et des appariements ont été organisés durant cette semaine du numérique. Plusieurs lycées 4.0 volontaires ont accueilli des délégations d'établissements pas encore passés au "4.0" - soit 10, 15 personnes accompagnées par des formateurs, et ont répondu à leurs interrogations sur tous les sujets : équipements, ressources utilisées, etc. Ces équipes pédagogiques ont pu par la suite bénéficier de temps d'immersion dans des séances d'enseignement. Les logiques des appariements sont variées : nous proposons des rapprochements entre des établissements qui sont proches géographiquement, ou qui travaillent sur les mêmes projets : classes inversées, mobile learning, etc.. Lorsque c'est possible, il s'agit aussi de rapprocher

les lycées professionnels ayant les mêmes filières, afin de rentrer dans le cœur des apprentissages spécifiques.

Quel accompagnement - formation ?

"Au cours de l'année scolaire 2018-2019 dans l'académie de Nancy-Metz, environ 7 500 journées stagiaires ont été dédiées aux lycées 4.0 (bénéficiant à près de 2000 enseignants) sur un total de 17 000 journées uniquement consacrées au numérique, soit pratiquement la moitié du plan de formation", précise Florence Robine à AEF info. Ce plan, "ce n'est pas le numérique pour le numérique, c'est le numérique au sein des disciplines, au service des apprentissages".

La rectrice de Nancy-Metz ajoute que "l'ensemble des dispositifs de formation vont se poursuivre l'an prochain", en particulier les communautés apprenantes, "qui ont permis des retours de pratiques pédagogiques et contribuent à l'émergence d'une culture commune". "Les formations disciplinaires en lien avec les nouveaux programmes seront mis en place par les corps d'inspection ; l'ENT et l'interactivité resteront des thèmes privilégiés".

AEF info : À travers des motions en CA et lettres ouvertes, des collectifs d'enseignants se sont élevés contre le manque de plus-value pédagogique des ressources commandées, mais aussi les problèmes techniques rencontrés dans certains établissements et ayant ralenti le démarrage. Que leur avez-vous répondu ?

Florence Robine : Il y a des choses qui dépendent de la région, et d'autres, qui sont de notre responsabilité. S'agissant de la région, je fais confiance à ses services pour prendre en compte ces remarques, dont ils ont conscience, et davantage anticiper les grands travaux d'infrastructures.

"J'ai personnellement demandé à la région que nous soyons plus exigeants sur le marché passé avec les éditeurs".

En ce qui concerne la plus-value pédagogique des ressources, je pense que ces objections ont été tout à fait licites. Il était important de pousser les éditeurs à proposer des ressources véritablement innovantes, qui permettent de modifier en profondeur les usages du numérique dans la classe. Et pas seulement de mettre à disposition des versions PDF de manuels papier.

D'ailleurs, j'ai personnellement demandé à la région que nous soyons plus exigeants sur le marché passé avec les éditeurs. Il s'agit d'avoir une véracité des informations de leur part sur les ressources proposées - sont-elles du PDF, interactives, modulaires ? - pour que les enseignants puissent les choisir en

toute connaissance de cause. En outre, il faut favoriser une ouverture plus grande du marché, avec de nouveaux éditeurs et concepteurs de ressources. Au-delà des manuels, bon nombre de ressources peuvent être mises à disposition, auxquels les enseignants doivent penser. Je songe notamment au partenariat avec educarte ([lire sur AEF info](#)), ainsi qu'à d'autres accords de mise à disposition d'outils numériques : encyclopédie Universalis, cartes mentales, etc.

AEF info : Au-delà de ce chantier de généralisation progressive, quelles sont les autres priorités en matière de numérique éducatif ?

Florence Robine : Je souhaite embarquer avec nous d'autres collectivités territoriales, en particulier les collèges. Car, la question du numérique ne saurait être disjointe des plans collège mis en place par plusieurs départements. Point intéressant, il existe aujourd'hui un ENT commun sur l'ensemble des collèges et lycées du Grand Est [depuis la rentrée 2018]. Et plusieurs départements ont saisi l'importance de travailler sur la continuité des parcours des élèves. De même, il est fondamental que les enseignants réfléchissent à la place du numérique dès le plus jeune âge, en ayant une vision raisonnable et raisonnée tout en sachant construire, de manière continue, la place du numérique. La BRNE (Banque de ressources numériques pour l'école) fonctionne bien. J'incite beaucoup les enseignants à y participer, à construire eux-mêmes des ressources.

Cette fluidité dans le parcours numérique doit encore être améliorée. L'Éducation nationale peut servir d'intégrateur à cette réflexion commune entre toutes les collectivités, y compris les communes pour ce qui concerne le premier degré.